

juge peut-être que la stabilité engendrée par une détente américano-soviétique aurait pour effet d'alléger la pression exercée par l'Union soviétique sur une Yougoslavie possiblement livrée au chaos après sa disparition.

Cependant, la Yougoslavie continue de nourrir certaines appréhensions quant à sa situation dans l'éventualité d'une détente. A l'instar d'un grand nombre d'autres petits pays, elle craint en effet que l'avènement d'une coopération et d'une concertation toujours croissantes entre les deux Grands ne les incite à régler les problèmes internationaux sans consulter les nations moins influentes mais néanmoins concernées. La Yougoslavie, dont l'influence était fondée principalement sur son habileté à mobiliser l'opinion publique en faveur du non-alignement, se trouve ainsi à faire face à la perspective de voir décliner son prestige et sa puissance, ce qui risque de la rendre d'autant plus vulnérable aux visées hégémoniques de Moscou.

Le temps d'arrêt marqué par la détente offre en ce moment à la Yougoslavie une excellente occasion d'utiliser la plate-forme du non-alignement pour pousser à une reprise du processus de décrispation. Le président Tito devait saisir cette occasion au cours de ses voyages au début de 1978, insistant sur la nécessité d'une dé-

tente à l'échelle mondiale et non seulement entre les deux Grands; il cherchait par là à revitaliser le non-alignement pour en faire la plate-forme de départ d'un nouveau progrès vers la coexistence pacifique et pour asseoir le prestige de la Yougoslavie en faisant d'elle le chef de file du mouvement de détente. Les avantages procurés par cette politique pourraient cependant être de courte durée si les États-Unis et l'Union soviétique décidaient de reprendre bilatéralement plutôt que multilatéralement des négociations portant sur l'avenir de la Yougoslavie. Les dirigeants yougoslaves pourraient alors être forcés de mettre un terme au numéro d'équilibriste qui leur a si bien réussi jusqu'ici et de choisir entre les deux voies qui s'offrent à eux (l'alignement sur l'Ouest capitaliste étant considéré au même titre que la défection du camp socialiste). La Yougoslavie devrait-elle consentir à adhérer à la «solidarité socialiste» dans l'orbite de l'Union soviétique afin d'assurer sa survie? Ou alors tenter de prendre la tête d'un mouvement européen de non-alignement pour sauvegarder son influence déclinante, spécialement dans l'après-titisme? Il n'est pas étonnant que les dirigeants yougoslaves, face à une situation aussi potentiellement difficile et dangereuse, considèrent la détente américano-soviétique avec une certaine ambivalence.

### *Europe de l'Est*

## La minorité hongroise en Roumanie

par Paul Pilisi

Dans une lettre ouverte, un dirigeant communiste, membre du Comité Central du Parti communiste roumain, dénonce la violation des droits individuels et collectifs du peuple auquel il appartient. Ce marxiste critique, avec un courage peu habituel à notre époque, les agissements du parti et du gouvernement roumains à l'égard de la minorité hongroise de Transylvanie. Le 23 janvier 1978, l'agence Reuter confirme de Belgrade que Karoly Kiraly est arrêté, à cause de cette lettre, par la police roumaine et mis en résidence surveillée. Il

ne s'agit pas ici seulement de la violation des droits d'une personne, mais bien de la violation des droits collectifs d'un peuple, contraint de vivre en dehors des frontières nationales où il s'était fixé depuis un millénaire. Quels sont les fondements, les raisons et les objectifs de cette dénonciation dans un pays socialiste? Pour répondre à cette question, il est important et utile d'évoquer certains aspects majeurs du contentieux opposant actuellement la Hongrie et la Roumanie, deux pays socialistes, au sujet des problèmes nationaux. Il y a 60 ans, en octobre 1918, le ministre des Affaires étrangères de l'Autriche-Hongrie présentait au président W. Wilson des États-Unis l'acte de reddition. Après la Première Guerre mondiale le système de Versailles consacra la balkanisation de

---

*M. Pilisi, professeur substitut au Département de science politique de l'Université Laval, est l'auteur de nombreux articles sur l'Europe et sur l'unité européenne. L'article ci-contre n'engage que l'auteur.*